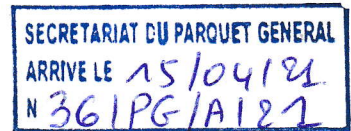


**RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI**  
**Unité - Egalité - Paix**

**COUR D'APPEL DE DJIBOUTI**  
**PARQUET GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE**



**Madame Leïla MOHAMED ALI,**  
**Substitut Général**

**À**

**Monsieur Djama SOULEIMAN ALI,**  
**Procureur Général de la République**

**DJIBOUTI**

**Vos Réf./** : 17/PG/A/21 du 04 mars 2021

**Nos Réf./** : 06/SG/LMA/2021

**Objet** : Contribution de la RDD - Questionnaire du Rapporteur Spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences

Monsieur le Procureur Général de la République,

Par soit-transmis visé en références, vous nous avez fait parvenir un courrier émanant de monsieur le Ministre de la Justice<sup>1</sup>, lequel porte à votre connaissance un questionnaire émis par le Rapporteur Spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences.

Adressé aux États membres, il a vocation à enrichir le rapport que ce dernier entend soumettre à l'Assemblée Générale des Nations Unies, lors de sa 7<sup>ème</sup> session, prévue pour le mois d'octobre 2021.

Veuillez trouver ci-après une réponse succincte aux cinq questions posées.

Nous restons à votre entière disposition pour toutes informations complémentaires.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Procureur Général de la République, l'assurance de notre parfaite considération.

---

<sup>1</sup> Réf. : 53/FMB/CAB/MJDH/2021 du 01 mars 2021, réceptionné par votre secrétariat le 02 mars 2021.

### 1/ - Types de groupes criminels impliqués dans les formes contemporaines d'esclavage

- a) N/R<sup>2</sup>
- b) N/R
- c) N/R

### 2/ - La nature et l'étendue de l'implication des groupes criminels dans les formes contemporaines d'esclavage

- a) N/R
- b) N/R
- c) N/R
- d) N/R
- e) N/R

### 3/ - Cadres législatifs

#### 3a) Affirmatif

Loi N° 133/AN/16/7<sup>ème</sup> L du 24 mars 2016 portant sur la lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants

La traite des personnes englobe les comportements de « *contrainte* » au sens large, ayant pour finalité une « *exploitation* » pouvant correspondre à du travail ou les services forcés et à de l'esclavage ou des pratiques analogues à l'esclavage (art.1)

L'incrimination de la direction/organisation de telles pratiques est punie comme l'infraction elle-même, c'est à dire la participation (art. 11) : 5 à 10 ans d'emprisonnement / 10 à 15 ans de réclusion criminelle en présence d'une circonstance aggravante prévue par les art. 8 et 9 de la loi.

La loi ne donne pas d'indication sur la manière de traiter l'*adhésion*.

Titre V de la loi n°111/AN/11/6<sup>ème</sup> L du 25 mai 2011 relative à la lutte contre le terrorisme et autres infractions graves

---

<sup>2</sup> Non renseigné.

L'infraction est définie de la même manière, mais la loi la réprime différemment, et vise un nombre moins important de circonstances aggravantes (art. 23 et 24 : minorité de 15 ans, mise en danger, traitements inhumains et dégradants).

L'organisation et l'instruction sont ici directement punies de 15 ans de réclusion criminelle.

### **3b) Affirmatif**

La loi n° 133/AN/16/7<sup>ème</sup> L du 24 mars 2016 et la loi n°111/AN/11/6<sup>ème</sup> L du 25 mai 2011 ne prennent pas en considération la présence « d'un groupe criminel organisé » quant à l'aggravation des peines qu'elles prévoient.

En revanche, l'art. 192 du code pénal fait de « *La participation à un groupement formé ou à une entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'un ou de plusieurs crimes contre les personnes* » un crime punissable par 10 ans de réclusion criminelle.

### **3c) Affirmatif**

Les techniques spéciales d'investigations sont prévues par l'art. 17 de la loi n° 133/AN/16/7<sup>ème</sup> L du 24 mars 2016 (*placement sous surveillance des comptes bancaires et des comptes assimilés, accès à des systèmes, réseaux et serveurs informatiques ; mise sous surveillance ou sur écoute de lignes téléphoniques, de télécopieurs et de tous moyens téléphoniques de transmission ou de communication ; enregistrement audio et vidéo des faits, gestes et conversations ; communication d'actes authentiques et sous seing privé de documents bancaires, financiers et commerciaux*).

### **3d) Affirmatif**

Seule l'autorité judiciaire peut ordonner la mise en place d'une technique spéciale d'investigation, pour une durée de 03 mois, renouvelables une fois (art. 18 de la loi n° 133/AN/16/7<sup>ème</sup> L. du 24 mars 2016).

### **3e) Affirmatif**

Loi n°196/AN/02/4<sup>ème</sup> L du 29 décembre 2002 Sur le Blanchiment, la Confiscation et la Coopération Internationale en matière de produits du crime.

Loi n°112/AN/11/6<sup>ème</sup> L du 25 mai 2011 complétant la loi n°196/AN/02/4<sup>ème</sup> L. du 29 décembre 2002.



### 3f) Négatif

Le recouvrement d'avoir dans ce contexte nécessite la mise en mouvement de l'action publique et une condamnation définitive prononcée par les juridictions répressives.

3g) Ces deux types d'infractions sont réprimés séparément.

3h) Exemption de peine si la dénonciation permet « l'identification des autres personnes en cause et /ou d'éviter la réalisation de l'infraction ».

Audiences tenues à huis clos ou dispense de comparution.

Si les témoins sont ressortissants étrangers, ils peuvent solliciter leur maintien sur le territoire national à titre temporaire ou permanent.

## 4/ - Protection des victimes/survivants et voies de recours

### 4a)

#### **Assistance juridique**

Les mineurs victimes dont les représentants légaux sont inconnus peuvent être placées sous tutelle ou administration légale, à la demande du Ministère Public, pour les besoins de l'action civile

Aide juridique et présence d'un interprète

Droit de résidence accordé aux victimes pendant la durée des poursuites judiciaires. Elles peuvent par la suite bénéficier d'une résidence permanente s'il a lieu et l'accès à l'éducation pour les enfants.

Prohibition des expulsions lorsqu'aucune garantie dans leur pays d'origine ou de provenance n'est assurée aux victimes.

Audiences à huis clos ou dispense de comparution

Exclusion de responsabilité pénale en cas d'entrée et de séjour illégal sur le territoire de la république et d'accomplissement de travail clandestin.

#### **Assistance psychologique, médicale et sociale**

Comprenant la fourniture d'un hébergement approprié.

### 4b) Affirmatif.

Les diverses formes d'assistance sont fournies à toutes les catégories de victimes, peu importe qu'elles aient été liées à un « groupe criminel organisé ».

Seules les victimes des infractions réprimées par la loi n° 133/AN/16/7<sup>ème</sup> L. du 24 mars 2016 et la loi n°111/AN/11/6<sup>ème</sup> L. du 25 mai 2011 bénéficient de ladite assistance.

**4c)** L'aide juridique, la présence d'un interprète, et la garantie qu'elles ne seront pas expulsées, entre autres, facilitent aux victimes l'accès à la justice et aux voies de recours.

Elles participent à la procédure pénale en se constituant parties civiles et en fournissant des témoignages susceptibles de corroborer la répression.

**4d) Affirmatif**, les victimes peuvent se faire indemniser sur le territoire de la république de Djibouti.

**4e) Affirmatif**. Les produits confisqués sont en principe dévolus à l'Etat de manière indifférenciée, mais la loi prévoit qu'ils peuvent être utilisés pour contribuer au fonds de secours d'urgence créé pour les victimes de la traite des personnes.

**4f) Affirmatif**. Outre le fait que les victimes ne sont pas poursuivies pour les délits d'entrée et de séjour illégal et d'accomplissement de travail clandestin, il n'est pas tenu compte de leur participation aux activités incriminées en raison des mesures coercitives, trompeuses ou abusives utilisées par les trafiquants.

#### **5/ - Autres questions**

**5a)** Les principaux défis sont essentiellement géopolitiques, et consistent à favoriser l'éclosion d'un climat de pays dans la région et la sous-région.

**5b)** Tous les outils de coopération internationale sont en vigueur en république de Djibouti, et sont usités dès que nécessaire.

**5c) N/R**

**5d) N/R**

Fait à Djibouti, au Parquet Général de la République,  
Le jeudi quinze avril l'an deux mille vingt-et-un

Le Substitut Général  
Leïla MOHAMED ALI

